

Discours prononcé par le Chef de l'Etat Rwandais S.E. le Général Major Habyarimana Juvénal

Camarades Membres du Comité pour la Paix et l'Unité Nationale, Monsieur le Président de la Cour Suprême, Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames, Messieurs,

Le matin du 5 Juillet 1973, aux antennes de Notre Radio Nationale, Nous vous avons transmis Notre décision prise avec l'assistance de tous les officiers supérieurs de la Garde Nationale. L'éparpillement de ces officiers dans les différents coins du Pays à des fonctions inférieures à leur grade — programme qui n'était d'ailleurs qu'à ses débuts — était déjà le symbole de la politique de désintégration voulue et entretenue par l'ancien régime.

Nous avons dit NON à cette politique de désintégration entretenue par une poignée de malveillants et de cyniques ayant profité de la fatigue de l'ancien dirigeant.

Nous avons dit NON à une politique de zizanie et d'intrigues. Nous ne pouvions pas accepter plus longtemps une cascade de décisions brutales, souvent irréflechies, bâclées par des irresponsables dans les couloirs et dans les antichambres.

Nous avons dit NON au monopole d'une seule région au détriment des différentes valeurs réparties sur le reste du Pays. (Voyez la composition de l'ancien gouvernement, voyez la composition de nos anciennes représentations à l'étranger, voyez les places dans les administrations centrale et parastatale). Le népotisme le plus destructeur avait déjà gangréné nos services.

Nous avons dit NON à l'injustice. La faute ne peut être régionale. Elle doit être poursuivie quelle que soit l'origine de son auteur.

Nous avons dit NON aux décisions égoïstes.

Et la nuit du 4 au 5 Juillet, Nous avons échappé à un plan odieux, cynique, digne seulement de la méchanceté de ceux qui l'ont préparé. Une liste des personnalités à éliminer avait été élaborée par l'entourage de l'ancien Président KAYIBANDA. Ce ne fut que par miracle que Celui qui vous parle maintenant échappa au piège lui tendu le 5 juillet 1973 à une heure du matin. Il devait disparaître le premier, suivi d'un carnage des plus affreux.

Nous avons dit NON à ce flot de sang des enfants les plus dévoués de Notre Pays.

Une ère nouvelle de Paix et d'Unité Nationale (1)

Si notre révolution sociale de 1959 fut une étape décisive pour l'émancipation des masses rwandaises, les nobles acquisitions de cette révolution avaient été englouties dans les haines, l'immobilisme, le népotisme et le favoritisme régional.

Nous avons voulu instaurer pour Notre cher Pays, une ère nouvelle, une ère de Paix, d'Unité et de concorde nationale. Le communiqué lu à la Radio Nationale et la déclaration que Nous avons adressée à la Nation vendredi le 6 Juillet 1973 renferment les points essentiels de la base de Notre action et de Nos objectifs.

Sur le plan intérieur:

Nous voulons une équipe gouvernementale et une administration qui soient saines, solides, compétentes et répondant à un bon équilibre ethnique et régional. Le premier devoir de Notre action est la sauvegarde de la tranquillité publique tant aux frontières qu'à l'intérieur de la République: tranquillité devant garantir la sécurité des personnes et des biens.

Pour y arriver c'est sur vous, rwandaises et rwandais, que nous fondons nos espoirs, sur votre calme, sur votre sagesse, sur votre détermination d'une Paix solide des coeurs. Chacun doit s'employer à

(1) Les sous-titres sont de la rédaction.

sauvegarder la Paix et la Sécurité Nationale.

Cette recherche de la Paix et de l'Unité entre tous les citoyens sera l'objectif principal du Ministère de l'Intérieur.

Pour atteindre cet objectif, ce Ministère s'attachera par priorité à la restructuration de la Commune, cellule de base du développement national.

La Commune, étant l'échejon administratif le plus rapproché de la population, doit aussi être le mieux adaptée pour aider les masses à se développer. Elle doit jouer un rôle fondamental dans le développement économique et social de la Nation.

C'est pour ces motifs que Nous envisageons sa restructuration de façon à mieux organiser la prise en charge du progrès par la population et à mieux orienter les efforts publics et privés consentis dans le cadre du développement.

Le bourgmestre doit se sentir le premier responsable du développement d'ensemble. Il doit être à même d'organiser et de coordonner les actions des forces vives de la Commune.

La Commune, dépotillée de toutes intrigues de petite politique est appelée à devenir un centre de rayonnement des activités sociales, économiques et culturelles.

Le responsable de ce Ministère gèrera également le personnel de l'Administration Centrale.

Il insistera sur le fait que le Pays qui entretient péniblement la Fonction Publique a besoin du rendement maximal de chacun de ses employés.

Nous ne pourrions plus accepter l'immobilisme administratif qui avait déjà sclérosé toute l'administration centrale.

Vous savez tous que la politique à laquelle nous avons mis fin avait refusé dans la Fonction Publique des principes absurdes.

Les meilleurs éléments de l'administration centrale étaient poursuivis pour leurs initiatives. Celui qui ne faisait rien, ou qui passait son temps à voler des dossiers pour des actions obscures, celui-là était le plus grand favori du régime. Je sais qu'avec Nous vous avez dit NON à cette situation.

Ainsi donc dans l'administration centrale le rendement maximum doit être exigé, les initiatives doivent être stimulées, les erreurs doivent être redressées. Nous savons tous que l'erreur est humaine et que celui qui ne fait rien ne sait pas mal faire.

En matière d'engagements, de stages, et de promotions, Nous demandons aux responsables d'être guidés par les principes les plus équitables en tenant compte des capacités réelles et en respectant l'équilibre ethnique et régional. Un contrôle strict des engagements est nécessaire afin d'éviter la pléthore du personnel néfaste au développement économique.

Le surplus du personnel disponible devra être orienté vers les secteurs productifs.

Forces de Sécurité.

Le calme nécessaire pour le développement national fonde également ses espoirs sur l'efficacité et la discipline légendaire de nos Forces de Sécurité: Nous entendons par là la Garde Nationale dont Nous continuerons à améliorer les moyens aussi bien en personnel qu'en matériels, compte tenu de nos possibilités. Le programme de formation, aussi bien de nos futurs officiers que de nos sous-officiers, sera conçu de façon à doter la Garde Nationale d'un personnel de plus en plus compétent pour faire face à tous les problèmes techniques et humains qui se poseront.

Une étude organisationnelle a déjà été entamée pour un emploi efficace de nos écoles militaires.

Il Nous a été imposé brutalement de supprimer le Service de la Po-

lice Nationale. Cela est du passé.

Pour le contrôle et le maintien de la Sécurité à l'intérieur, il nous paraît cependant nécessaire de penser à doter dans un proche avenir le Pays d'une gendarmerie, légère mais très efficace.

En attendant la mise sur pied de ce corps, la Garde Nationale doit s'organiser de façon à répondre aux exigences de ces deux volets du maintien de la Paix et de la Sécurité Nationale.

Les Forces de Sécurité sont placées sous une même autorité dans le cadre du Ministère de la Défense Nationale.

Justice

Ceux qui se refuseront à Notre appel au calme et à l'Unité seront poursuivis et punis proportionnellement à leurs fautes. Nous comptons sur la compétence et l'équité des responsables de la Justice. Ils ne peuvent alléguer aucun motif pour justifier l'insuffisance de rendement du personnel, le cumul de jugements à exécuter.

Ce que Nous leur demandons c'est de se sacrifier pour la justice dans la fidélité, le dévouement et l'intégrité. Le responsable du Ministère du département de la Justice, secondé par le Procureur de la République organisera pour un meilleur rendement, le Parquet, les Cours et les Tribunaux.

Le Ministère de la Justice assurera une collaboration efficace et permanente entre le gouvernement et la Cour Suprême de Justice.

Celle-ci, principalement par sa Cour de Cassation, doit veiller à ce que les jugements rendus par les différents tribunaux soient conformes à la loi et l'équité. Cette Cour est également chargée de juger les hautes personnalités de la République.

La Cour Suprême est également chargée, par ses sections de Conseil d'Etat et de Cour des Comptes de donner des avis juridiques sur les décrets présidentiels et arrêtés ministériels et autres textes réglementaires et de juger les comptes des comptables publics.

Vous aurez bien compris par là que les attributions des «Cours et Tribunaux» sont désormais confiées au Ministère de la Justice, tandis que la section de la Cour Constitutionnelle est pour le moment sans objet.

Sur le plan socio-économique les problèmes sont plus complexes. La sécurité ne peut être assurée si les gens continuent à mal manger, à mal loger, à s'habiller insuffisamment et à végéter dans l'ignorance et dans le chômage.

La sécurité ne peut être assurée si les problèmes socio-économiques ne sont pas progressivement résolus.

Nous vous devons la vérité et au risque de vous décevoir, Nous osons vous affirmer que le Coup d'Etat effectué le 5 Juillet dernier ne peut opérer un miracle sur le plan socio-économique. Le Gouvernement change. Les problèmes de notre Pays restent : la pauvreté de notre sol et de notre sous-sol; l'explosion démographique de nos populations...

Ce que la nouvelle équipe gouvernementale peut promettre au peuple rwandais, c'est de s'attaquer à tous ces problèmes socio-économiques, avec plus d'imagination, plus d'efficacité, plus de réalisme.

Tout d'abord un Plan directeur doit être élaboré où seront inscrits les programmes à courts et à moyens termes. Le programme doit être réaliste et tenir compte des possibilités de nos ressources. Ainsi le Ministère du Plan est chargé de cette grande tâche de l'orientation du développement national.

A ce Ministère est adjoint le service des ressources naturelles chargé des recherches et de l'exploitation de nos ressources. Il est hardi de nous affirmer que notre sous-sol ne contient rien quand aucune exploration profonde ne nous le confirme.

L'exploitation des mines devra se faire d'une façon rationnelle et conformément à une politique minière bien précise afin d'éviter un épuisement trop rapide de nos ressources naturelles; un effort de prospection et de recherche de nouvelles ressources et de nouveaux procédés d'exploitation plus adéquats s'avère nécessaire.

Notre gaz méthane du Lac KIVU a beaucoup de promesses et nos relations cordiales avec le Zaïre augurent d'une exploitation possible et multiforme.

Le passé a disloqué la dynamique des groupes nécessaires au développement national par l'intronisation du régionalisme et du népotisme, la répartition inégale des services sociaux : hôpitaux, dispensaires et établissements scolaires. La masse populaire n'a connu aucune mobilisation pour sa participation à l'effort de développement. Le département de la Santé Publique et des Affaires Sociales veillera donc à la fois à conserver et à promouvoir l'état de santé de chaque membre de la communauté rwandaise, mais également, en coordination avec le département de la Jeunesse, à mobiliser tout individu pour l'effort commun de développement.

La Santé Publique doit être conçue sous un double aspect : Tout d'abord la médecine doit être une médecine de masse et être davantage axée sur les groupes les plus vulnérables, les enfants, les mamans et les travailleurs.

Enfin les dépenses en matière sanitaire doivent être considérées comme un investissement rentable, car en sauvant des vies humaines et en entretenant une santé florissante, on améliore la production et on favorise le développement socio-économique.

Les services spécifiquement sociaux s'atteleront aux problèmes de base de la famille rwandaise, aux problèmes du Travail et de la Sécurité Sociale. Dans la politique de l'emploi, ils veilleront aux proportions ethniques des forces vives de la Nation et à une «rwandisation» progressive du secteur privé.

La politique de développement communautaire doit être poursuivie : la promotion de la femme rwandaise, le développement du mouvement coopératif et mutualiste, l'éducation populaire dans tous ses aspects, constituent autant de points que les responsables concernés doivent traduire dans de programmes concrets et réalistes.

Le service d'aide au développement doit être renforcé aussi bien en moyens humains qu'en moyens matériels et financier pour pouvoir susciter la création et le développement des petites entreprises non seulement dans les villes mais aussi et surtout en milieu rural.

Quant aux problèmes posés par l'accroissement démographique du peuple rwandais, Nous en sommes conscient, et ils devront retenir constamment notre sérieuse attention. Nous estimons cependant qu'une mise en garde est nécessaire pour ceux qui sont tentés d'appliquer des solutions hâtives, fruit d'une certaine littérature dont l'égoïsme de ses auteurs est à peine voilé. La solution que Nous recherchons est une solution qui soit rwandaise, compte tenu de nos mentalités, de nos valeurs morales, de notre culture, de nos possibilités et de la solidarité humaine.

Les Services Sociaux doivent également se préoccuper plus que par le passé, de l'amélioration de l'habitat aussi bien dans le milieu rural que dans les milieux urbains, en employant, autant que faire se peut, les matériaux locaux.

Economie et Finances

Sur le plan économique Nous pensons que le passé n'a pas suffisamment lutté contre la fraude. D'autre part dans le cadre des investissements, les crédits étaient mal distribués, distribution basée sur l'origine des personnes et non suivant les priorités fixées par le plan national de développement.

Les projets étaient supprimés dans une région où leur réussite était déjà assurée par une expérience séculaire pour être transférés dans une région où l'expérience n'avait jamais été entamée.

Les détournements des fonds publics n'ont été l'objet d'aucune poursuite. Les recettes fiscales n'étaient pas perçues suivant les dispositions légales; elles se limitaient au minimum possible pour ne pas froisser les intérêts électoraux et ne point gêner la position des politiciens.

Le Ministère des Finances et de l'Economie évitera les abus du passé. Il est destiné à rechercher les recettes dont l'Etat a besoin et à veiller

à leur utilisation économique.

Le commerce intérieur et extérieur dont les artisans sont les principaux contributeurs aux finances de l'Etat, sont rattachés à ce Ministère pour en mieux contrôler l'évolution.

Le travail le plus immédiat est l'étude et la réadaptation du budget 1973, dont l'établissement a été fixé sans tenir compte des réalités, et qui a été fortement contrebalancé par les différents événements de cette année.

Ajoutons que désormais, le Budget ordinaire et le Budget de développement formeront deux volets d'un tout : le Budget Général de l'Etat. Dans sa mission de promouvoir le développement national par le développement économique, dans son rôle d'inciter à « économiser pour mieux utiliser », le Ministère des Finances et de l'Economie est chargé de promouvoir les coopératives populaires d'épargne et de crédit.

Ainsi donc les organismes de crédits doivent se restructurer pour se mettre à même de renforcer la capacité d'investissement des collectivités locales et des familles; ils doivent promouvoir et financer les micro-réalisations en milieu rural en assurant le crédit à l'artisanat, à la modernisation agricole, au progrès de l'élevage, au commerce local, etc. . . Nous regrettons que les établissements de crédits aient été jusqu'à ce jour orientés vers le financement de construction de logements de luxe et l'achat de voitures, non productifs pour le Pays, au détriment de la promotion de la petite industrie et de l'artisanat.

La préoccupation immédiate doit consister à la formation des cadres nécessaires pour cette industrie et cet artisanat, à l'étude d'organisation locale, régionale et nationale, et au lancement des premières unités dans les communes qui se montrent les plus aptes à recevoir et à soutenir ces unités.

L'économie rwandaise doit être rendue plus dynamique, plus indépendante et finalement plus viable en partant des données concrètes et réalistes du Pays.

Compte tenu de la structure économique actuelle, les perspectives de croissance de notre économie apparaissent comme étroitement dépendantes de l'ampleur que prendront les réalisations en matière de développement agricole et d'investissement.

Dans le domaine du commerce, le Gouvernement prendra des mesures nécessaires pour faciliter l'accès à cette profession par nos compatriotes commerçants. Le Gouvernement maintiendra les principes de la liberté du commerce et de la libre concurrence. Il encouragera la coexistence, les relations amicales et harmonieuses entre les commerçants nationaux et étrangers.

La « rwandisation » progressive à tous les échelons, y compris les cadres, devra être poursuivie dans tous les secteurs d'activité. Le Gouvernement n'interviendra cependant qu'en cas de défaillance du secteur privé et de nécessité impérieuse pour défendre l'intérêt général.

Le Gouvernement estime urgent que nos compatriotes commerçants s'organisent le plus rapidement possible pour prendre en main non seulement le commerce de détail, mais encore celui de gros, d'importation et d'exportation, les activités industrielles, la concession et la représentation des marques étrangères ainsi que les activités du secteur tertiaire. Une sérieuse préparation au préalable s'avère nécessaire afin d'éviter les erreurs du passé et leur action néfaste sur notre économie, consécutive à une décision brusque et irréfléchie.

Le Gouvernement adoptera une politique adéquate des prix afin de permettre à nos producteurs, forces vives du Pays, de recevoir la juste rémunération de leurs efforts.

Les progrès économiques et même la stabilité des conditions de production ne pourront se maintenir et se confirmer sans un effort soutenu de formation professionnelle adéquate dans tous les domaines et à tous les échelons. Cette formation professionnelle devra être réellement poursuivie d'une façon consciencieuse, active et concrète. Le Gouvernement comptera sur la bonne volonté de nos principaux responsables et des cadres de l'assistance technique pour la réalisation de cet objectif primordial.

Le Gouvernement attachera une importance particulière à ce que l'assistance technique étrangère fasse réellement profiter le Rwanda et son peuple de son aide, par la réalisation matérielle des projets entrepris et l'augmentation réelle de la qualification technique de nos compatriotes qui collaborent avec les experts étrangers dans le cadre du programme réalisé.

Il serait indispensable qu'à la fin de chaque mission, des homologues rwandais puissent non seulement faire fonctionner sans à coups les projets entrepris, mais encore acquérir des connaissances techniques nécessaires pour assurer par leurs propres moyens les extensions ultérieures desdits projets.

Le contrôle de la réalisation effective des aides devra se faire d'une façon plus sérieuse. Il en est de même de la coordination et de la gestion de ces aides. Pour assurer le programme de développement envisagé, le Gouvernement aura besoin des aides encore plus considérables des pays amis, des organisations régionales et internationales.

Viennent enfin nos Finances Publiques. Celles-ci doivent être assainies, car aucun développement économique ne saurait résulter d'un déficit budgétaire constamment exagéré. Les mesures suivantes doivent être prises d'urgence :

- Suppression des dépenses superflues
- Estimation plus réaliste des recettes et des dépenses publiques
- Exécution stricte du budget
- Amélioration des méthodes de vérification et de recouvrement des impôts
- Contrôle et surveillance plus systématique et plus sérieux des engagements de dépenses des divers organismes de l'administration.
- Contrôle sérieux de la gestion des biens de l'Etat.

Une meilleure coordination et harmonisation des politiques budgétaires, fiscale, financière, monétaire et commerciale s'avèrent indispensables.

La gestion et l'organisation structurale des parastataux et d'autres organismes contrôlés par l'Etat devront être modifiées pour leur permettre d'avoir une réelle autonomie administrative et financière, et une gestion rentable et efficace. Un organisme responsable sera désigné pour suivre et contrôler leur gestion ainsi que pour coordonner leurs activités.

Ces sociétés doivent constituer une source de recettes pour le budget et non une charge.

Nous devons nous efforcer dès maintenant d'assurer un approvisionnement adéquat pour les besoins réels de nos populations. En collaboration avec la Banque Nationale et les autres services concernés et en relation avec le monde commercial, une politique générale des importations et des exportations doit être conçue sans aucun retard.

L'efficacité de ce département est primordiale pour la vitalité de la vie économique de notre Pays. Nous pensons l'aider dans les objectifs lui assignés par la création d'un conseil national de politique économique, chargé de proposer les grandes lignes de la politique économique, les priorités à respecter et d'examiner les résultats accomplis.

Quant à l'effort d'investissement des nationaux, Nous ne sommes pas de ceux qui sont jaloux des efforts individuels d'investissement des rwandais. Le Rwanda ne sera développé que par ses propres fils. L'étranger ne viendra que quand il se rendra compte que tout est calme et que ses investissements promettent les meilleurs bénéfices.

Ainsi donc nous favoriserons les crédits à accorder aux rwandais dans les secteurs du développement. Les organismes de prêt devront cependant veiller à la récupération des crédits consentis. L'aide extérieure ne peut être que complémentaire à cet effort.

Relations Extérieures et Coopération

Notre politique en ce qui concerne les relations extérieures a été clairement définie dans le premier communiqué du Comité pour la Paix et l'Unité Nationale et dans Notre premier message à la Nation : Politique d'amélioration des relations amicales avec nos voisins immédiats d'abord, relations ternies par des conflits entretenus inutile-

Diskuru ya Prezida wa Repubulika

(Ibikurikira urupapuro rwa 3)

Leta izaharanira ko abanyamahanga badufasha batuma abanyarwanda bagira icyo babona kigaragara kiyeye muri ubwo butwemerane kandi ko abanyarwanda nabo bakorana nabo baronka ubwo bumenyi.

Igihe umulimo uyu n'uyu urangiyeye, abanyarwanda bagomba gushobora gukoresha uko bikwiye imilimo batangiye bakaronka n'ubumenyi buhagije bwo gukomeza indi milimo.

Imfashanyo ziva mu mahanga zigomba kugenzurwa: tukamenya neza uko zikoreshwa. Nubuyobozi bw'izo mfashanyo bugomba kugenzurwa. Kugira ngo programu y'amajyambere ikulikizwe, leta akenera imfashanyo nyinshi z'ibihugu by'amacuti n'izindi z'imiryango y'ibindi bihugu.

Noneho dusuzume iby'imali ya Leta. Iyo mali ya Leta igomba kwitabwaho kuko nta gihugu cyatera imbere yihora gifite amafanga adahagije. Ibi bikurikira bigomba gukorwa bidatinze:

- Kudatanga amafanga ku bintu bitali ngombwa.
- Kumenya neza ibyo Leta ishobora kuvonka n'ibyo izatanga.
- Gukulikiza itegeko rya Budget.
- Gushaka uburyo bwagenzurwa neza niba imisoro yaratanze.
- Kugenzurwa byimazeyo uko amafanga akoreshwa mu milimo ya Leta.
- Gukoresha umulimo umwe ugomba kugenzurwa imikorere z'Imali ya Leta.

Hagomba kubaho uburyo bwo kuyobora budget, imisoro, ifaranga ry'Igihugu n'ubucuruzi.

Ubuyobozi n'imitunganyirize y'amasosiyete igengwa na Leta bigomba gusubirwamo kugira ngo ayo masosiyete agire ubucunganzira bumwe na bumwe mu butegetsi n'Imali; kandi imilimo yayo irushaho gutungana. Hazabaho ibiro bishinzwe kugenzurwa imikorere yayo masosiyete, no guhuza imilimo yayo.

Ayo masosiyete agomba kuvamo amafanga afasha Leta aho kuyiyasaba. Iyo Département y'Imali n'Ubukungu nikora neza umulimo wayo nta kabuza ubukungu bw'Igihugu buzatera imbere.

Mu milimo yayo, tuzayifashisha ibiro bishinzwe iby'ubukungu bw'Igihugu bigenewe gutanga inama mu byerekeye ubukungu, ibigomba gukorwa mbere y'ibindi, no gusuzuma ibyagezweho. Naho kuberekeye ubuzamukire bwa ba kavukire, abashaka ko batakwihata ngo bazamuke, si abacu. Abana b'u Rwanda nibo bazakuteza imbere. Umunyamahanga azaza amaze kubona neza ko hali ama-

horo kandi ko imilimo ye izamuka inyungu nyinshi. Akimuhana kaza imvura ihise. Nicyo gituma tutazabura ko abanyarwanda baguzirwa kugirango bafatanye gutsura amajyambere. Alike abatangira ayo mafanga bagomba kuyishyura akagaruka. Imfashanyo y'amahanga ni icyo kwongera gusa icyo milimo y'abanyarwanda.

UMUBANO N'UBUTWERERANE N'AMAHANGA

Twabasanutse neza politiki yacu mu mubano n'amahanga, mu itangazo rya mbere rya Komite y'Amahoro n'Ubumwe bw'Igihugu no mu Ijambo ryacu rya mbere twabwiye abataturwanda: mbere na mbere ni politiki y'umubano hamwe n'ibihugu duhana imbibi, uwo mubano wali warabaye nabi kubera umatiku atagira akamaro; tuzabane n'ibihugu bigize umuryango w'Ubumwe bw'Afrika, tutibagiye gukomeza umubano n'ibihugu bidufasha mu gutera imbere.

Icyo tudashobora kwibagira ni ugushyiririra amahoro kw'isi hose dutanyije n'abayituye bose.

Abo tuzajya dutuma bese bazabigenderaho, Ministeri y'Ububanyi n'Amahanga ni nayo ishinze ubutwemerane. Igihugu cyacu kirakenye, aliko tuzi ko kw'isi duturanye n'ibihugu bikize. Byagombye kudufasha no kudutera inkunga mu gushaka amajyambere. Tuzi kandi ko niba u Rwanda rukeneye imfashanyo, siyo yatuma abanyarwanda batagira icyo bakora. Amajyambere y'Igihugu, banyarwanda, banyarwandakazi, agomba kuva ku milimo yacu. Turwanye ubunebwe. Ali umukozi wa Leta, aho ukorera unzi cyangwa ukorera ubwe, yihatire gutunganya umulimo. Banyarwanda, Banyarwandakazi, abenshi mu bana b'u Rwanda bali bamaze kwimenyereza kwirirwa muri za cabarets, umukoro ukaba uwo, uduke afite tugashyirira aho. Ibyo ntibishobora kuzasimbura isuka. Nizeye ko aho muhumvise kandi nsabye abategetsi b'inze zose cyane cyane aba za Prefectura na za Komini kuzabafasha kurwanya ako kamenyero kabi gashobora kutudindiliza intego.

AMATANGAZO NA TURISIME

Abaturage bagomba guhora bamenyeshwa imishinga y'ibikorwa bigenewe kubateza imbere kugirango nabo bashyireho akabo bazi icyo bakora. Umukuru w'Igihugu, ba Ministri n'abashinzwe inzego z'imilimo bagomba guhora babwira abaturage kugirango buhulize hamwe ingufu zitsura amajyambere y'Igihugu.

Abashinzwe amatangazo n'amakuru bagomba kuyakura muri buli Ministeri, buli Prefegitura n'Amakomini kugirango

twese duhagurukire hamwe.

Abakozi b'icyo milimo bagomba guhugurwa kugirango batunganye ibyo bashinzwe.

Inkuru nyayo, igomba guturuka mu isoko y'umuco w'u Rwanda.

Naho ku byerekeye ibyiza bitatse u Rwanda; bigomba guteza imbere igihugu mu mubano no mu bujijike, aho kuzana ibyakwanduzira imico myiza y'abanyarwanda.

Hagomba kubaho amategoko abigena; abazabikoramo bakiga bihagije kandi bidatinze kugirango bashobore gukora uwo mulimo w'ingenzi ugomba kwihutirwa.

Ubwiza bw'Igihugu cyacu bushobora kuzakizirira byinshi byiza. Nicyo gituma tourisme igomba kugira amategoko akomeye, kugirango itazavaho irema udutsiko tubi mu bantu.

UBUREZI BW'IGIHUGU

Ibibazo by'ubuzi mu Rwanda na byo ni byo kwitabwaho. Ministeri y'Ubumwe bw'Igihugu igomba kuyobora inama zose zigamije kwiga neza ibyo bibazo kugira ngo dushake uburyo bwiza gutunganya amashuri mu Rwanda. Abashinzwe iby'amashuri bagomba kuzaba muri izo nama.

Amafanga agomba gutungwa mu mashuri agomba gukulikiza uko budget ingana. Amashuri mato agomba kuyoborwa ku buryo atagomba gushyira gusa amashuri yisumbuye, ahubwo agomba kurera abaturage bafiteye Igihugu akamaro bashobora gufasha abandi gutsura amajyambere.

U Rwanda ntiruzashobora vuba kwohereza mu mashuri yisumbuye abarenze icumi kw'ijana ry'abana barangiza amashuri mato: ni ukuvuga rero ko hazashyirahamwe imyaka myinshi mirongo cyenda kw'ijana ry'abana barangije amashuri mato bagomba gusanga abandi ku mirenge gukoresha amaboko yabo. Nicyo gituma programu y'amashuri mato igomba gukulikiza icyo gitekerezo kugirango abana bajye barangiza bashoboye gukorera Igihugu cyabo. Ibikorere byo mu mashuri bigomba gushakwa bakulikije iyo programu, ndetse naho amashuri gubakwa, hagomba kuba hafite ibishobora guteza imbere iyo programu; iki gihe nicyo gufatanya duharanira amajyambere. Si ukuvuga ko amashuri yisumbuye avuyeho; aliko agomba gutungana kugirango aje yakira abo icumi kw'ijana bavuye mu mashuri mato.

Inyigisho zo mu mashuri yisumbuye zigomba guha abana ubumenyi bwo gushobora gufasha abayobora imilimo. Zigomba rero kubanza technique zigaha umuntu ubumenyi bukomeye mu kintu iki n'iki, zikagira icyo zihitamo aho gufatanyira byinshi.

Abazaba barangije amashuri yisumbuye barusha abandi ubwenge nibo

Inama ya ba Prefe i Kigali.

(Ibikurikira urup. rwa 7)

Intumwa nyinshi zavuye mu mahanga, zihatiye kuzana ubutumwa bwo gushima no gushyigikira Nyakubahwa Jenerali-Major Habyarimana, Prezida wa Republika, aliwe Prezida wa Komite y'Amahoro n'Ubumwe bw'Igihugu.

Mu magambo make ngizo ingingo zatumye Ingabo z'Igihugu zifata ubutegetsi neza, mwiyumviye n'ukuntu abanyamahanga bo bali ababereze gusa babibonaga.

Ibyo ari byo byose, bo bali bazi neza uko Politiki yo muri iki gihugu cyacu yali isigaye yifashe.

Ba Bwana Prefe, dukurikije imimerere y'Igihugu n'imigambi ubutegetsi bwacu byemeje gukurikiza, Umukuru wa Leta yakomeje ukwizera abafitiye, abaha ubutegetsi muri za Prefegitura kugirango mu fashe abaturage kumererwa neza; bali bamaze imyaka myinshi mu matiku, mu nzangano, mu kutumvikana no kwicamo uduce.

Mugomba kurwanya, mugakura mu baturage ubwo butiliganya, bwali bwaratewe na politiki mbi, mukabigisha bikomeye kandi mukabafasha gukomeza ibyiza bigereyeho.

Ubu mfite ikizere, ko iyo migambi yo kugarura ihumure mugamije bili mu nzira

nziza. Alike ni ngombwa ko icyo gikorwa cyafashwa n'umulimo wateza imbere igihugu. nko guharura imihanda, gushyiraho za koperative muri za komine ku bulyo byakongera imibereho myiza ya buli muturage.

Ba Burgumestri n'abayobozi b'imilimo bagomba gutanga urugero rwa disiplini, mu gihe batanga inyigisho n'amabwiliza, bifitiye akamaro abaturage, naho ubundi abaturage bashobora kutabizera.

Umuperefe kuko aliwe ubashinze, mu gihe abona bitagenda neza agomba kubagarura mu nzira nziza, cyane cyane ba bandi bakili mu matiku y'ubutegetsi twavanyeho.

Twerekanye ukuntu abanyapolitiki bali baliho, bagomba kwifata muri iki gihe tulimo. Ku byerekeye kugarura amahoro n'ubumwe bw'Igihugu ni ngombwa kubibutsa ko inzangano mu kazi, mu miryango, mu moko, n'akarere, byavuyeho.

Buli muturage afite uburenganzira bwo kugenda, bwo gutura no gukora aho abonye umwanya hose mu gihugu.

Abagizi ba nabi bali barashyize mu bantu inzangano no gusopanya nta mwanya ubagenewe mu baturage. (Byahindurwe mu kinyarwanda n'abanditsi b'Imvaho).

Diskuru ya Prezida wa Repubulika.

(Ibikurikira urup. rwa 5)

- Gukoresha umuntu wese kugirango abaturage bese bazamukire icyarimwe,
- Ukwishyira ukizana no kurushanwa mu bucuruzi butalimo ubujura,
- Gushyiraho ibiciro bibereye umuntu wese,
- Kuzamura imibereho y'abaturage (icumbi, umulimo ushobotse, gutuma abanyarwanda batara imbere muri byose no mu nzego zose, gukwiza mu Gihugu imilimo y'ubuvuzi)
- Gutunganya uburyo bwo kurera uruburiko,
- Kuzenzura imikoreshereze y'Imali ya Leta n'iy'amasosiyete akora mu byerekeye ubukungu,
- Gukoresha neza bihagije imfasha-

nyo z'amacuti n'ibikoresho bikomeye biva ahandi.

— Kubanyanga neza u Rwanda n'amahanga.

Umukuru w'Igihugu, afashijwe n'abantu bita ku mulimo kandi bawushoboye, n'inama nziza za Komite y'Amahoro n'Ubumwe bw'Igihugu, azaharanira kugeza kuli icyo ntego tubona ko ariyo itunganiye igihe tugezemo.

Icyatumye turambanya muri iki jambo, ni uko, ubu twali dushoboye kubonana hamwe, byari ngombwa ko ushinze kuyobora Igihugu abasobanurira neza ibitekerezo byacu n'itego tugamije. Alike tulinze ko mwakumva neza ko muri iki gihe cya Republika nshya dutangiye, nta mwanya uhari w'indondo-gozi gusa. icya ngombwa ni ugukora.

Kigali, kuwa 1 Kanama 1973
Général - Major HABYARIMANA J.
Prezida wa Republika na Prezida wa
Komite y'Amahoro n'Ubumwe
bw'Igihugu (Sé)

Amakuru magufi.

Imibonano ya gicuti.

Ku itariki ya 31 Nyakanga 1973, Nyakubahwa Jenerali Major Habyarimana, Prezida wa Repubulika yakiliye Visi-Ministri w'Ububanyi n'amahanga wa Koreya y'epfo, Bwana Sang Moon Chang, wali umuzaniye indamutso ya Jenerali Park, Prezida wa Repubulika ya Koreya y'epfo.

Mu biganiriro bagiranye, bavuze ibyerekeye ikibazo cy'itandukana rya za Koreya zombi. Kuli icyo kibazo, Visi-Ministri wo muri Koreya y'epfo yemeje ko bamaze imyaka ibili babonana na bene wabo bo muri Koreya ya ruguru, barebura hamwe ukuntu bakwiyunga bakibumbira hamwe.

Prezida wa Republika y'u Rwanda nawe yavuze ko icyo kibazo cy'ubumwe bwa za Koreya zombi kireba ibihugu byose bizi icyo alicyo ukwishyira ukizana kandi ko yishimiye kubona hashize imyaka ibili ibyo bihugu byombi bivindimwe bishaka uko byakumvikana.

Hanyuma amusezeranya ko intumwa zacu muri ONU zizashyigikira icyo gitekerezo cyo kwiyunga no kwumvikana.

Rwanda na Uganda.

(Ibikurikira urup. rwa 6)

Telegramu kuli Prezida wa Uganda.

Prezida wa Repubulika y'u Rwanda akaba na Prezida wa Komite y'Amahoro n'Ubumwe bw'Igihugu akigera mu Rwanda avuye i Kabale, yohereje mugenzi we Jenerali IDI AMIN DADA, telegramu iteye itya:

«Kuli Jenerali Idi Amin DADA
Prezida wa Repubulika ya Uganda,

Bwana Prezida n'umuvandimwe nkunda;

Tugeze mu gihugu cyacu, twihutiye kwongera kubashimira uko mwatwakiye neza jye n'abo twali kumwe i Kabale.

Ibyishimo by'abaturage b'i Kabale byatweretse urukundo n'ubucuti abaturage ba Uganda bafitiye abaturage b'u Rwanda. Tuzafatanye na we hamwe n'abaturage ba Uganda yose duharanira ubwigenge bwuzuye bw'Afrika n'umutekano w'Umuryango w'Ubumwe bw'Afrika.

Nkwifuliye ishya n'ihirwe.

Jenerali Major, Prezida wa Repubulika y'u Rwanda

Habyarimana Juvenali
(Sé)